



REVUE DE PRESSE UE-HAÏTI

DU 17 au 31 janvier 2013

CLICKEZ sur les liens pour accéder aux articles en version intégrale

Les microentrepreneurs peuvent enfin s'assurer



Javier Nino Pérez, chef de l'UE en Haïti



Anne Hastings, PDG de Fonkoze



Ary Naims, Représentant de la SFI en Haïti

31/01/13: Quelque 65 000 microentrepreneurs membres du réseau de la Fondation Kole Zepòl (Fonkoze) vont bénéficier d'une assurance à faible coût devant couvrir les pertes dues aux catastrophes naturelles. Grâce à un don de près de deux millions de dollars de l'Union européenne, petits commerçants et agriculteurs vont jouir au cours des trois prochaines années d'une couverture paramétrique liée aux tremblements de terre, aux cyclones, aux sécheresses et aux inondations. La Société financière internationale (SFI) - une filiale de la Banque mondiale qui travaille avec le secteur privé - a lancé officiellement mardi, de concert avec l'Union européenne et l'Organisation de micro-assurance contre les risques de catastrophes naturelles (Micro-Fonkoze), ce programme d'assurance sur toute l'étendue du territoire. Fonkoze compte ainsi sur ses 46 bureaux, dont 44 en province, pour offrir ce nouveau service à des milliers de microentrepreneurs à faible revenu afin de les protéger contre les phénomènes météorologiques et les catastrophes naturelles. Lovana Hermilus, 39 ans, mère de neuf enfants, est originaire de Ganthier. Son petit commerce est très vulnérable aux caprices de la météo. Vantant les avantages du nouveau programme d'assurance, cette femme entrepreneure veut à tout prix protéger son indépendance. Comme sa collègue de Cabaret, Guerda Pierre, 29 ans, mère de quatre enfants, elle s'est lancée dans le commerce au détail, changeant son offre de produits selon les circonstances. A la rentrée des classes par exemple, chacune vend du matériel scolaire ou encore des jouets à l'approche de Noël. Aux yeux d'Anne Hastings, P.D.G de Fonkoze, c'est un rêve devenu réalité. Quand elle a débuté ses services financiers en 1994, et a mis l'assurance-vie à la disposition de ses membres en 2007, elle ne se doutait pas que son institution allait se charger d'un programme d'une telle ampleur. « Après les catastrophes naturelles, les familles vulnérables ont besoin d'argent comptant pour redémarrer leur petit commerce, explique Anne Hastings. C'est justement ce que nous leur offrons ! » « En Haïti, les entrepreneurs du bas de la pyramide, notamment les femmes, doivent avoir l'opportunité de générer des revenus pour leur foyer, développer leur entreprise, créer des emplois et se constituer un patrimoine », ajoute Ary Naim,

SOURCES:

Le Nouvelliste- HPN- Haiti libre- Metropole- Alterpresse - Le Matin

représentant de la SFI en Haïti. « Avec ce produit, dit-il, la SFI espère contribuer à éviter que les catastrophes naturelles ne réduisent à néant tous les efforts consentis par des milliers d'entrepreneurs pour sortir de la pauvreté». Ary Naim, qui est également représentant de la SFI en République dominicaine, précise que cette subvention au démarrage accordée par l'Union européenne doit céder sa place dans les trois prochaines années à l'autonomie et à la pérennité du projet.

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=113021>

Haïti - Économie : 2 millions de dollars pour garantir 65 mille micro-entreprises contre les catastrophes naturelles

31/01/13: La société financière internationale (Sfi), filiale de la Banque mondiale (Bm), annonce l'octroi, à Fonkoze (une institution alternative de micro finance), d'une aide de 2 millions de dollars américains, en vue d'offrir aux micro-entreprises haïtiennes une assurance à moindre coût en cas de catastrophes naturelles. « L'assurance est le seul moyen pour que les gens puissent sortir de la pauvreté progressive, sans besoin de repartir à zéro chaque fois qu'il y a une catastrophe naturelle qui frappe le pays », souligne le représentant de la Sfi en Haïti, Ary Naim, lors d'une conférence de presse donnée le mardi 29 janvier 2013 et à laquelle a assisté l'agence en ligne AlterPresse. Ce projet permettra aux micro-entreprises à faibles revenus de se protéger contre les catastrophes naturelles, avance t-il. L'objectif principal est d'assurer les 65 mille clientes et clients haïtiens de Fonkoze dans les trois prochaines années, explique t-il.

Ce projet, à hauteur de 2 millions de dollars, comprend une subvention axée sur les résultats évaluée à 1,7 million et des services de conseil de 260 mille dollars financés par le programme mondial d'assurance indicielle. Ce dernier est supporté financièrement par l'Union européenne (Ue). Ces deux millions de dollars viennent d'un financement en rapport à un partenariat global avec l'Ue dans le monde, dont le but est d'aider le secteur privé à développer des solutions innovatrices d'assurance pour les populations les plus défavorisées, précise Naim.

De son côté, la responsable de Fonkoze, Anne Hatings, croit que ce projet va contribuer à faire progresser les femmes dans le pays. Il est important de lutter pour le relèvement des Haïtiennes et Haïtiens affectés par les catastrophes naturelles, encourage-t-elle, se disant consciente que les services de Fonkoze ne touchent pas toutes les femmes dans le pays. La responsable de Fonkoze se félicite du partenariat établi avec la Sfi et l'Ue, qui va, selon elle, améliorer les services donnés à la population victime en cas de désastres. Pour sa part, le chef de la délégation de l'Ue, Javier Niño Perez, souhaite que les micro-entreprises en Haïti soient mieux équipées et mieux préparées pour faire face aux catastrophes naturelles.

Il appelle ses partenaires à compter sur l'Ue, non seulement du point de vue financier, mais aussi politique et personnel, pour rendre ce partenariat le plus efficace que possible. [emb kft rc apr 30/01/2013 7:10]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article14018>

UE et SFI supportent la micro-finance

29/01/13: L'Union Européenne (EU), à travers la Société Financière Internationale (SFI), finance à hauteur de deux millions de dollars américains, les entreprises de micro-finance qui offrent un programme d'assurance à leurs clients. Ce financement vise surtout à secourir les clients décapitalisés lors des catastrophes naturelles. Une seule entreprise de micro-finance, « Fonkoze » a pu bénéficier de ce financement. Elle a été l'unique entreprise, à en croire la directrice exécutive de cette institution, Anne H. Hastings, a présenté un programme d'assurance à ces 65 mille clients. C'est pourquoi, Mme Hastings de Fonkoze, M. Javier Nino Perez et Ary Naim représentant respectivement L'UE et la SFI se sont réunis ce mardi 29 janvier à l'hôtel Montana pour présenter ce nouveau produit au public.

<http://www.lematinhaiti.com/contenu.php?idtexte=34528&idtypetexte=>

Haïti - Économie : 1,96 million de dollars pour la micro-assurance

29/01/13: La Société Financière Internationale (SFI) octroie 1,96 million de dollars du Programme mondial d'assurance indicielle (GIIF) financé par l'Union Européenne pour assurer les entrepreneurs haïtiens contre les risques d'événements naturelles. La Société Financière Internationale (SFI), une organisation membre du Groupe de la Banque Mondiale, en partenariat avec l'Union Européenne et l'Organisation MICRO [fondée par Fonkoze et Mercy Corps] spécialisée dans la micro-assurance contre les risques naturelles, afin d'aider des milliers de micro-entrepreneurs à faible revenu, à se protéger contre les phénomènes météorologiques et les aléas naturelles.

Ce projet de 1,96 million de dollars, comprend une subvention, axée sur les résultats, de 1,7 million et des services de conseil de 260,000 dollars, financés par le GIIF, un programme innovant géré par la SFI et mis en œuvre en collaboration avec la Banque Mondiale. Le GIIF est financé principalement par l'Union Européenne, avec des contributions additionnelles des Pays-Bas et du Japon.

Il offrira aux micro-entrepreneurs haïtiens une assurance à moindre coût, fondée sur un indice météorologique. Sa distribution sera assurée par Fonkoze, une institution de micro finance haïtienne de premier plan. Près de 70,000 clients de Fonkoze, dont la plupart sont des femmes, devraient être assurés au cours des trois prochaines années à travers ce programme.

<http://www.haitilibre.com/article-7759-haiti-economie-1-96-million-de-dollars-pour-la-micro-assurance.html>

Haïti : Vers la tenue du 7e sommet de L'UE et de CELAC

21/01/13: L'Union européenne et la communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CEALC) mettent les dernières touches pour l'organisation du 7e sommet qui se tiendra, le week-end prochain, à Santiago du Chili, a appris Haïti Press Network. Ce sommet, qui se tiendra sur le thème : « alliance pour le développement durable : promotion des investissements de la qualité sociale et environnementale », vise entre autres à renforcer les liens entre les deux régions. « Le sommet doit favoriser l'adoption de disposition communes entre l'UE et les pays de la caraïbe et de l'Amérique latine autour des questions liées notamment à l'économie », a indiqué Christian Leffler, le directeur

exécutif de la zone Amérique latine et Caraïbes pour le service européen des actions extérieures.

Il partageait, ce lundi, des informations avec des représentants des pays (partenaires), au terme d'une visioconférence depuis le siège de l'UE à Bruxelles. Le samedi 26, a informé Christian Leffler, le cas d'Haïti sera abordé lors des discussions qui se porteront sur, « sur la stratégie conjointe entre l'Union européenne et des pays [partenaires] de la caraïbe autour de la reconstruction et le développement d'Haïti ». « Ce n'est pas une conférence financière ni de plaidoyer. Il n'est pas prévu des échanges sur des pays et des situations particulières ni pour Haïti ni pour d'autres pays », a-t-il dit.

Les discussions seront axées sur le commerce, l'investissement, la sécurité juridique, le développement durable et la responsabilité sociale. Environ soixante pays de la Caraïbe et de l'Amérique latine y participent. Jusqu'à ce lundi, le gouvernement haïtien qui a reçu une invitation formelle pour y prendre part n'a toujours pas confirmé sa participation, a appris HPN.

<http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/politique/8458-haiti-vers-la-tenue-du-7e-sommet-de-lue-et-de-cealc>

Un sommet stratégique pour la diplomatie d'affaires

21/01/13: Les défis et enjeux de la coopération et des relations économiques entre les pays de l'Union européenne (UE) et ceux de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) seront au coeur des discussions cette semaine à Santiago entre les leaders des deux régions. Au 7e sommet de l'Union européenne et de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes, Haïti, engagée dans une diplomatie d'affaires, aura l'occasion de promouvoir ses priorités pour la reconstruction.



C'est sous les thématiques de l'investissement et du développement durable que se tiendra le 7e Sommet de l'Union européenne et de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes. Les 26 et 27 janvier courant, les dirigeants de l'Amérique latine et des Caraïbes et leurs homologues de l'Union européenne sont attendus à Santiago, en Chili, pour donner " un nouvel élan" à leur coopération. Ce rendez-vous international s'annonce comme une nouvelle vitrine pour le gouvernement haïtien en quête d'opportunités économiques.

Bien que les discussions ne se porteront pas spécifiquement sur un pays, la problématique de la reconstruction d'Haïti, 3 ans après le tremblement de terre dévastateur du 12 janvier, figure dans l'agenda des rencontres. Dans son discours devant le Parlement européen en novembre dernier, le président Michel Martelly avait souhaité qu'Haïti casse les chaînes de sa dépendance à l'aide humanitaire, grâce à une coopération économique. Entre aide et investissement" Haïti a encore besoin d'aide, mais les Haïtiens ont surtout besoin de travail productif, d'échanges commerciaux, d'investissements directs ", avait déclaré le chef de l'Etat. En ce sens, le sommet de Santiago entend répondre à cette attente du gouvernement haïtien. " Il ne s'agira pas d'une conférence de levée de fonds, précise Christiane Leffleur, manager directeur pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour le service européen des actions extérieures. Mais plutôt d'une réunion de discussions sur les stratégies de long terme de la coopération entre les deux régions.

Principal donateur d'Haïti depuis le tremblement de terre de 2010, l'UE entretient des relations économiques de plus en plus intenses avec les pays de l'ALC. Deuxième partenaire commercial de la région (1), elle représente aussi le premier investisseur étranger dans les pays du CELAC (avec 43% des investissements directs étrangers de la région)(2). En matière d'échanges économiques et commerciaux, " il y a un potentiel d'expansion considérable ", estiment, néanmoins, les responsables de l'UE. C'est dans cette perspective que la coopération au développement de l'UE envisage de lancer, le 22 mars prochain, un programme de facilitation des investissements dans la Caraïbe. Ce programme, déjà implémenté en Afrique et en Amérique latine, vise à supporter le développement de deux axes importants dans la promotion des investissements : la construction d'infrastructures et la capitalisation du secteur privé.

Si les discussions se porteront aussi sur la sécurité juridique, le développement durable et la responsabilité sociale, les questions économiques sont prévues comme les sujets centraux du sommet de Santiago. En prélude à cet événement auquel est attendu le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et celui de la commission européenne, José Manuel Barroso, un sommet rassemblera plusieurs hommes d'affaires des deux régions.

Entre risques et opportunités

Premier marché du monde occidental avec ses 500 millions de consommateurs, l'UE présente des opportunités peu exploitées par Haïti malgré les avantages commerciaux dont ce dernier bénéficie. En 2010, Haïti exportait pour seulement 26 millions d'euros vers l'Union européenne alors qu'elle importait pour plus de 206 millions de l'Ancien Continent. Elle dirigeait 5% de ses exportations vers l'Europe et y achetait 6% de ses importations (4). Pourtant, le pays, qui a signé les Accords de partenariat économique (APE) en décembre 2009, pourrait tirer le maximum de bénéfices en adoptant une stratégie pro-active.

Avec une forte croissance ces dernières années (moyenne de 4,5% au niveau régional), les économies de l'ALC sont de plus en plus considérées comme une bouée de sauvetage par les pays de l'UE en proie à des crises économiques sévères. Mais pour soutenir cette croissance pendant les deux prochaines années, la région de l'ALC devra s'appuyer sur un environnement macroéconomique plus accommodant, des flux de capitaux plus substantiels (notamment d'IDE) et une demande externe plus robuste, selon les recommandations de la Banque mondiale (5).

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=112746>

Les donateurs annoncent la mobilisation des fonds pour les élections



Les acteurs politiques haïtiens et les partenaires de la communauté internationale semblent vouloir placer le processus électoral au premier plan. Moins d'une semaine après l'appel du représentant du secrétaire général de la Minustah, Mariano Fernandez Amonategui, plusieurs personnalités ont mis l'accent sur la nécessité de réaliser les élections sénatoriales en 2013. L'ambassadrice des Etats-Unis à Port-au-Prince, Pamela Ann White souhaite vivement que les élections aient lieu cette année. Elle se dit confiant de la détermination du président Michel Martelly à organiser les élections sénatoriales en 2013. En ce qui a trait au financement des élections, la diplomate américaine a assuré que son pays apportera une aide financière de plus de 10 millions de dollars.

De son côté, le chef de la délégation de l'Union Européenne, Javier Nino, a renouvelé l'appui de l'Europe au processus électoral. L'UE envisage d'apporter une contribution de plus de 3 millions d'euros à la machine électorale. Les fonds sont déjà disponibles précise M. Pérez. Toutefois le diplomate européen entend jouer un rôle d'observateur et refuse de s'impliquer dans le processus électoral qui relève de la souveraineté nationale.

En début de semaine le président du Sénat, Desras Simon Dieuseul, avait réitéré son appel pour la mise en branle du processus électoral. Il juge qu'un nouveau report des élections symboliserait l'échec de la mission onusienne appelée à garantir la stabilité des institutions démocratiques.

Par ailleurs, l'un des membres de la commission bicamérale chargée de désigner les membres du CTCEP, le sénateur Lucas Saint Vil, s'est plaint du retard dans l'application de l'accord du 24 décembre 2012. L'accord entre l'exécutif et le législatif ouvre la voie à la formation du Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP).

http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=21797